



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 20 JUIL. 2023

**mettant en demeure les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg de respecter
des prescriptions d'exploitation de leur blanchisserie
au 1 rue Jean Giraudoux à Strasbourg**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant, l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques ;
- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1979, autorisant l'installation et l'exploitation d'une blanchisserie industrielle à Strasbourg-Hautepierre par les Hospices Civils de Strasbourg, devenus les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) ;
- VU l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le rapport de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 6 juin 2023 des installations de la blanchisserie des HUS ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2011 susvisé, le recensement des parties de l'installation mettant en œuvre des matières susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre est incomplet, puisqu'il n'inclut pas les matières combustibles qui peuvent induire un risque d'incendie ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 22 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2011 susvisé, les consignes générales d'exploitation et de sécurité n'incluent pas les conditions de conservation et de stockage de l'ensemble des produits incompatibles détenus sur site et qu'il a été constaté que des produits chimiquement incompatibles sont stockés sur une même rétention ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2011 susvisé, l'état des stocks et les plans présentés ne reprennent pas l'ensemble des produits dangereux détenus sur site (mais uniquement les produits lessiviels utilisés en blanchisserie) et qu'en cas d'incendie l'identification et la localisation exactes des risques ne peuvent être mises à la disposition des services d'incendie et de secours ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2011 susvisé, des récipients contenant des produits sont réutilisés une fois vides, sans que les étiquetages et symboles de danger soient mis à jour ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention à l'article 37.5 du règlement européen du 18 décembre 2006 susvisé, la prévention des risques et les conditions de stockage des produits chimiques est insuffisante car certains points préconisés par les fiches de données de sécurité (FDS) ne sont pas pris en compte par l'exploitant : il a notamment été constaté que des produits stockés sur une même rétention présentent la mention « *ne jamais mélanger avec d'autres produits* » dans leur FDS (cf. : lunospet et cool intense / neutrapur forte et aquadiv / lunospet et bisoft perla / neutrapur et bisoft / peracid forte et cool intense) ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté qu'en contravention aux articles 25.I et 25.II alinéa 4 de l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2011 susvisé, la prévention des pollutions accidentelles est insatisfaisante, car tous les produits susceptibles de polluer l'eau ou le sol (tels que des huiles hydrauliques, lubrifiants, vernis, produits de nettoyage-désinfectant biocides) ne sont pas sur rétention et que des produits chimiquement incompatibles sont entreposés sur un dispositif de rétention commun (présence de P3 oxysan (acide) et de P3 topax 960 (base) sur un même bac : la FDS du topax indique : « *ne pas entreposer près des acides* » et celle de l'oxysan : « *conserver à l'écart des bases fortes* » et « *conserver uniquement dans le récipient d'origine, dans un endroit frais et bien ventilé, à l'abri de la lumière et des matières combustibles et des agents réducteurs (amines), des acides, des bases, des composés de métaux lourds (accélérateurs, agents siccatifs, sels métalliques)* » ;

CONSIDÉRANT qu'en réponse au projet de mise en demeure, les observations émises par l'exploitant dans son courriel du 3 juillet 2023 n'apportent pas de nouveaux éléments, permettant de conclure que les non-conformités relevées le 6 juin 2023 ne sont plus constituées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

article 1^{er} : prescriptions à respecter

Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) sont mis en demeure, pour l'exploitation des installations de leur blanchisserie situées 1 rue Jean Giraudoux à 67000 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 et du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 repris ci-après :

" Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 - article 10 :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques."

"Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 – articles 11 et 12 :

(art 11) L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

(art 12) Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux."

" Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 - article 22 :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux concernés et/ou fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment : (...)

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 25 (= isolement des eaux susceptibles d'être polluées) ;
- les modes opératoires ; (...)"

"Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 – article 25.I :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres."

"Arrêté ministériel du 14 janvier 2011 – article 25.II alinéa 4 :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.(...) "

"Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 – article 37.5 :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées, visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; (...)"

article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

article 5 : exécution

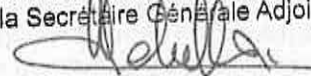
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
la Secrétaire Générale Adjointe



Myriam LEHEILLEIX